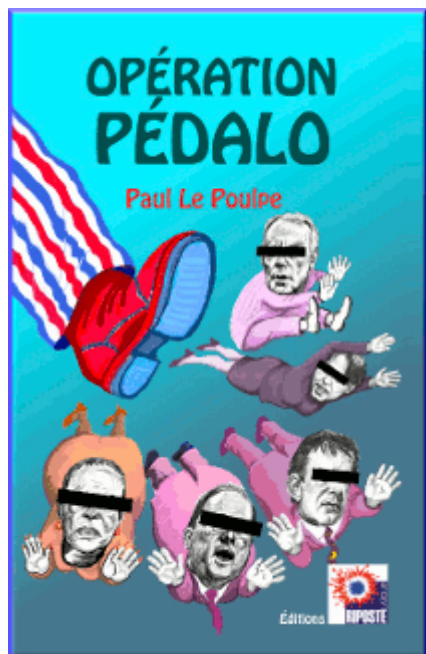


Marseille : à quoi rime ce déplacement d'une armée de ministres incapables ?



Jean-Marc Ayrault, accompagné de cinq ministres, se rend aux urgences d'un hôpital à Marseille, suite à l'agression d'un urgentiste par les meurtriers d'un jeune homme tué en plein centre ville. Le ridicule ne tue pas. A quoi rime ce déplacement d'une armée de ministres accompagnés de leur service de sécurité ? A t'on besoin de cette mascarade alors que le gouvernement se montre incapable de faire régner l'ordre républicain et d'assurer la sécurité des Français ? Tout ce qu'ils savent faire c'est de la gesticulation devant les caméras avec de beaux discours musclés, mais sans le moindre résultat sur le terrain.

Les urgentistes n'ont pas besoin de six ministres à Marseille pour pleurnicher sur leur sort. Ce qu'ils veulent, comme tous les citoyens, c'est exercer leur métier en toute sécurité sans être à la merci de la racaille qui fait la loi à travers le pays. Mais à part légiférer au profit des voyous et au détriment des victimes, comme c'est le cas depuis trente ans,

il n'y a rien à attendre d'un Etat qui a totalement perdu le contrôle de la situation. La peine de mort ne subsiste plus que pour les innocents. Attaques de commissariats, attaques de trains et de cars, agressions en tout genre et règlements de comptes permanents sont devenus la norme. Le lot quotidien de millions de citoyens qui n'ont pas la chance eux, de se déplacer avec leurs gardes du corps et de faire protéger leurs biens par une armée de policiers et gendarmes. Abandonnés par un Etat démissionnaire, ils doivent faire en sorte de ne pas se trouver au mauvais endroit au mauvais moment.

Le droit à la sécurité, dans notre démocratie « avancée », c'est réservé aux élus. Pourtant la violence n'est pas une fatalité. Dans certains pays les jeunes préfèrent changer de trottoir quand ils croisent un policier. L'insécurité chez nous, en constante augmentation depuis trente ans, est le résultat d'une idéologie soixante-huitarde permissive, aggravée par la lâcheté politique de nos gouvernants. On peut même affirmer, au vu de la législation, que les voyous sont les chouchous de la république. Tout condamné écopant de moins de deux ans fermes est exempté de prison. A quoi bon condamner puisque 100000 peines de prison ne sont pas exécutées faute de place ?

Jacques Guillemain